



# Assemblée générale

Distr. générale  
11 mars 2004

Cinquante-huitième session  
Point 117, c, de l'ordre du jour

## Résolution adoptée par l'Assemblée générale

[sur le rapport de la Troisième Commission (A/58/508/Add.3)]

### 58/194. Situation des droits de l'homme au Turkménistan

*L'Assemblée générale,*

*Réaffirmant* que tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies sont tenus de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales et de s'acquitter des obligations qu'ils ont contractées en vertu des divers instruments internationaux dans ce domaine,

*Se déclarant gravement préoccupée* par les graves violations des droits de l'homme qui continuent de se produire au Turkménistan,

*Rappelant* la résolution 2003/11 de la Commission des droits de l'homme en date du 16 avril 2003<sup>1</sup>,

*Prenant acte* des recommandations formulées par le Rapporteur du Mécanisme de Moscou de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe dans son rapport publié le 12 mars 2003,

*Notant avec satisfaction* que le Gouvernement turkmène a récemment invité une délégation d'experts du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à apporter une assistance technique dans le domaine des droits de l'homme, et que l'Envoyé personnel du Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe auprès des États participants d'Asie centrale et le Haut Commissaire pour les minorités nationales de l'Organisation se sont récemment rendus dans le pays,

*Demande* au Gouvernement turkmène :

*a) D'appliquer intégralement les mesures énoncées dans la résolution 2003/11 de la Commission des droits de l'homme<sup>1</sup>, et d'informer la Commission avant sa soixantième session des mesures qu'il prend à cet égard ;*

*b) D'appliquer intégralement les recommandations formulées par le Rapporteur du Mécanisme de Moscou de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe dans son rapport, de travailler constructivement avec les diverses institutions de l'Organisation et de faciliter de nouvelles visites de l'Envoyé personnel du Président en exercice de l'Organisation auprès des États*

<sup>1</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2003, Supplément n° 3 (E/2003/23)*, chap. II, sect. A.

participants d'Asie centrale et du Haut Commissaire pour les minorités nationales de l'Organisation ;

c) D'engager un dialogue constructif avec le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et de coopérer pleinement avec tous les mécanismes de la Commission des droits de l'homme ;

d) D'autoriser des organismes indépendants, notamment le Comité international de la Croix-Rouge, ainsi que les avocats et les membres de la famille des personnes détenues à avoir immédiatement accès à ces dernières.

*77<sup>e</sup> séance plénière  
22 décembre 2003*